

Perpignan, le 20 septembre 2017

Lettre ouverte via le consulat d'Espagne à Perpignan

Monsieur le Premier Ministre,

La Catalogne est engagée dans un processus dont vous contestez la légalité et la légitimité. En tant qu'élus citoyen d'un état étranger, quoiqu'européen, il ne m'appartient pas de me prononcer sur vos choix politiques, mais il me revient en revanche de vous interpeller sur la gestion de crise qui est la vôtre.

Depuis la France et notamment la Catalogne, nous assistons à la mise en examen de nombreux élus et hauts fonctionnaires, à des pressions sur les groupes de presse allant jusqu'à des perquisitions, à des fouilles aux corps de simples employés, à une censure politique, à vrai dire à une série de mesures policières peu conformes au fonctionnement normal d'une démocratie, ou encore à une mise sous tutelle financière qui de fait modifie la structure même de l'Etat en altérant l'autonomie de la Catalogne. En tant qu'élus de la République Française, nous restons perplexes devant cet état d'exception qui ne dit pas son nom.

Une chose est sûre, de tels événements ne peuvent être passés sous silence et d'ailleurs, la presse internationale ne se prive pas de s'en faire l'écho au détriment même de l'image de l'Espagne.

Aussi ai-je décidé de saisir la diplomatie française dans l'espoir de voir respectés, conformément à notre constitution et des traités européens dont nous relevons tous, les droits fondamentaux des peuples, la liberté de la presse et la liberté d'opinion. Les deux documents précités dont vous êtes signataire du second, condamnent fermement l'usage de la force contre des mouvements pacifiques. L'article 7 du traité européen prévoit des sanctions contre l'emploi de la force militaire d'un Etat contre sa propre population.

Il vous appartient de réfléchir rapidement à la proportionnalité de votre action devant le mouvement souverainiste catalan qui se veut démocratique et pacifique et n'a cessé de vous offrir des possibilités de sortie de crise.

Nos parlementaires ont été saisis et vous feront part de leur inquiétude la plus vive pour leurs concitoyens vivant dans l'Etat espagnol, de leur profonde incompréhension devant vos choix politiques, de leur indignation à voir bafoués, dans l'Europe de 2017, les droits les plus élémentaires des citoyens.

Je vous adresse mes respects dûs à votre rang

Brice Lafontaine  
Elu municipal et communautaire à Perpignan

